

Mai 2003

Quelle autonomie stratégique pour l'Europe ?

Quelle autonomie stratégique pour l'Europe ?

Audition de
Jacques Le Dauphin,

Directeur de l'Institut de Documentation et de Recherche
sur la Paix (I.D.R.P.)

Paris, le 6 mai 2003

Au regard des événements intervenus ces derniers mois, il peut sembler paradoxal d'évoquer une question comme celle d'une autonomie stratégique européenne.

Des questions viennent spontanément, est-ce réaliste ? Dans quel but ? Est-ce nécessaire ? N'est-il pas dangereux de prétendre découpler l'Europe des Etats-Unis ? Ces interrogations sont à l'évidence incontournables. C'est pourquoi j'avancerais quelques pistes de réflexion sur ces questions. Pour quelles raisons une autonomie stratégique européenne est indispensable ? Pourquoi les derniers événements, non seulement n'en affaiblissent pas l'importance, mais au contraire, militent encore plus en sa faveur ? Je risquerais aussi l'idée que l'autonomie stratégique européenne est aussi possible, sans occulter les obstacles, dans le cadre d'un processus de construction.

Je formulerais quatre remarques préalables. La première concernant le terme stratégique. Ce terme est le plus souvent employé, dans les analyses, les études, les discours, avec une connotation militaire. Or, du moins pour moi, le militaire

n'est pas exclusif, loin s'en faut, d'une conception stratégique. D'ailleurs le langage courant, en différents domaines, utilise le terme pour toute autre signification. Deuxième remarque, on perçoit souvent la tendance à n'aborder l'autonomie européenne que sous son seul rapport avec les Etats-Unis. Or, selon moi, sans ignorer bien sur l'interaction, elle se doit d'être abordée de plus en plus sur la base de l'identité propre. Troisième remarque, trop souvent, les analyses portent sur un constat figé (photographie) et pas suffisamment sur les évolutions potentielles. Ça peut s'expliquer pour les journalistes, qui privilégient l'actualité, l'événementiel, ça se comprend beaucoup moins au niveau des études. Un exemple, le directeur du « Monde », Jean-Marie Colombani, écrit le 12 septembre 2001, en réaction aux attentats : « Nous sommes tous Américains ». Mais dans son livre en 2002 : « Le monde après le 11 septembre », prenant du recul : « Nous ne sommes qu'au début d'un nouveau et long feuilleton où se joue, rien de moins, que la composition de tous les équilibres géostratégiques de la planète" » Un autre exemple dans le même esprit, on note présentement la tendance à figer, les positions « atlantistes » des pays d'Europe centrale et orientale, or si elles convergent, elles ne sont pas pour autant globales, mais diversifiées, et surtout on occulte le mouvement qui s'opère au travers de la contradiction entre les élites et les opinions, perceptibles pour tout observateur de ces pays. Après les élections qui vont intervenir en Pologne, pour ne citer que ce pays, l'atlantisme risque fort d'être quelque peu remis en cause. C'est valable également pour d'autres pays. J'apprécie beaucoup les traits d'esprit de l'humoriste Pierre Dac qui disait en la circonstance : « Il faut voir les choses venir de loin, pour être en mesure de les regarder de près ». Quatrième remarque, il y a sans aucun doute, articulation, pour ce qui concerne les Etats, entre systèmes économiques, choix de société et à ce niveau, relations entre-deux au plan international (G7 – G8 etc.). Pour autant, peut-on occulter les différences d'approches possibles, sur des questions de rapports internationaux, de sécurité, de droit international, etc. Bernard Cassen, dans le « Monde diplomatique » de ce mois, lequel après avoir évoqué le refus de la guerre en Irak, exprimé par la France, l'Allemagne et la Russie , écrit : « Ces gouvernements sont pris dans une terrible contradiction . A quoi bon récuser l'hégémonie stratégique de Washington, si, dans le même temps, les politiques qu'ils mènent dans leurs pays et celles qu'ils s'appêtent à institutionnaliser au niveau européen, ne sont que copies presque conformes au modèle libéral anglo-saxon ». Je ne pense pas qu'on puisse ainsi niveler les choses. Le risque dans une telle analyse, est de gommer les contradictions inédites qui sont apparues lors de la crise irakienne, et qui ont contribué pour une part non négligeable au mouvement anti-guerre et anti-hégémonique américain.

Quelques mots maintenant sur les obstacles évoqués, concernant une autonomie stratégique européenne. En premier lieu, la puissance hégémonique des Etats-Unis, hyperpuissance, capable de dominer le monde, sans partage, ni contrainte, créant un monde unipolaire. La victoire militaire en Irak peut être perçue comme

la démonstration de cette approche américaine possible, se passant de l'ONU, court-circuitant l'OTAN, conduisant à la régression du droit international et du cadre multilatéral. Ainsi l'actualité démontrerait ce qu'écrivait Brzezinski dans son livre « Le grand échiquier » : « Face aux défis du monde contemporain, les Etats-Unis sont devenus le centre prépondérant, autour duquel les autres pays doivent graviter ».

Deuxième obstacle présenté, lié dans une certaine mesure au précédent, la division de l'Europe. Lié, car ce qui divise le plus les Européens, c'est le relationnel avec les Etats-Unis. Les appréciations vont bon train, une unité européenne en lambeaux, au sein des Quinze, à fortiori au sein des Vingt-cinq etc. A l'appui, on cite notamment la lettre des Huit, le Manifeste de Vilnius des Dix. Le diagnostic tombe, l'Europe montre son impuissance, son incapacité à jouer un rôle majeur sur le cours des affaires mondiales. La seule possibilité pour les Européens serait d'intervenir, en second, en vassaux en quelque sorte, en tentant d'influer plus ou moins sur le cours des choses au gré des événements. S'il convient de ne pas nier cet obstacle, il convient aussi de ne pas occulter les contradictions qui taraudent cette situation, présentée comme insurmontable. J'aurais l'occasion d'y revenir. Reprenons ces obstacles. C'est vrai que les Etats-Unis se pensent ouvertement, comme puissance impériale, soucieux de défendre ses intérêts exclusifs et par la même son hégémonie. Mais cette volonté n'est pas nouvelle. On évoque souvent le côté aventurier de l'administration Bush, la façon d'être de ce dernier, sa rhétorique binaire, son simplisme quasi biblique, ce n'est pas niable, ça influe, ça crée des variantes aggravantes. Mais ça s'inscrit dans une tendance plus lourde qui ne date pas d'aujourd'hui. Le projet impérialiste des Etats-Unis est, au fond, assez classique. C'est « la manifeste destiny » des Etats-Unis qui part de la doctrine Monroe, lancée le 2 décembre 1823, qui couvre le XX^e siècle, jusqu'à aujourd'hui. La volonté impériale n'est donc pas nouvelle, c'est le contexte dans lequel elle s'inscrit, où elle veut l'exercer qui est nouveau. C'est donc dans une démarche permanente que les Etats-Unis prétendent aujourd'hui à la souveraineté universelle, sur un échiquier géostratégique qui a vu s'opérer des mutations brutales ces dernières années. Ce qu'on appelle l'unilatéralisme, il est vrai, élargit quelque peu la vision impérialiste classique. Ce constat me semble important, pour définir des alternatives. En effet, on ne peut construire hors du temps. Le besoin se fait sentir d'élaborer des concepts nouveaux pour être en phase avec le monde contemporain. Depuis les années 90, les « think tanks » américains se sont fait les poissons-pilotes d'une vision du monde pour le XXI^e siècle. Pour ne citer qu'une de ces études, le « Projet pour un nouveau siècle américain ». Il est déjà intéressant par son contenu, mais il l'est aussi par ses signataires où figurent Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Jeb Bush, (le frère du président). La vision américaine du monde s'appuie plus ou moins aussi, sur des ouvrages bien connus, justifiant, dans une certaine mesure, la « destinée manifeste des Etats-Unis ». Outre l'ouvrage déjà cité de

Brzezinski, je pense notamment à ceux de Francis Fukuyama («La fin de l'histoire»), Samuel Huntington («Le clash des civilisations»), Robert Kagan, décrivant l'anarchie généralisée du monde et face à elle l'empire bienveillant. Face au chaos, les Etats-Unis se posent en policier mondial, on est tenté de dire en shérif. Et dans ce rôle de policier, les Etats-Unis veulent projeter leur puissance, si ils le veulent, comme ils le veulent, où ils l'entendent. Pour cela ils ne veulent pas être ligotés par des alliances, ni par des décisions collectives. Olivier Roy, directeur de recherches au CNRS, lors d'un colloque organisé par les Presses Universitaires de France, indiquait à ce sujet : « Les Etats-Unis veulent sortir du vieux principe d'équilibre défendu aujourd'hui par l'ONU ». Peut-être pas casser l'ONU, mais réorienter une organisation sur des bases nouvelles, instituant un droit correspondant à leur volonté. Dans un article de la revue « Foreign Affairs », proche du département d'Etat, Michael Glennon, écrit : « Nous assistons à la fin d'une grande expérience, la monumentale expérience internationaliste du XX^e siècle, qui visait à soumettre l'usage de la force au règne de la loi ». Il poursuit : « Les Etats-Unis devront construire de nouveaux mécanismes internationaux de préservation de la paix et de la sécurité globale ». Ça a le mérite d'être clair. L'orientation des Etats-Unis a été théorisée dans le document stratégique de septembre 2002, autour du concept de la guerre préventive. L'adage « Si tu veux la paix, prépare la guerre » est élevé à celui « Si tu veux la paix, fait la guerre ». On se rappellera que c'est sur ce principe que Rome a détruit Carthage. Je me trouvais en Tunisie, il y a quelques semaines, où s'est tenu à Hammamet un colloque « Philosophie et paix », plusieurs intervenants n'ont pas manqué de faire le rapprochement. On conviendra que l'orientation américaine est des plus dangereuses, déstabilisante pour le monde, comme l'ont notamment montré dans leurs livres, Alain Joxe (« L'empire du chaos ») et Gilbert Achcar (« Le choc des barbaries ») dont ils nous ont entretenu, ici même, il y a quelques semaines. On peut se poser la question, après l'Irak, qui ? Il y a la liste des « Etats voyous ». Michel Ledon, proche du Pentagone, écrit, à propos de la Syrie, du Liban, de l'Iran, de la Corée du Nord : « La question n'est pas de savoir comment déstabiliser ces pays, mais comment les détruire pour accomplir notre mission historique ».

Alors question, l'Amérique maîtresse du monde ? L'agressivité des Etats-Unis serait-elle révélatrice d'une situation d'hyperpuissance incontestée et incontestables ? Lors d'un débat initié par « Espace Marx » où je me trouvais comme intervenant aux côtés de Gilbert Achcar et Alain Bertho, je me suis interrogé sur ce terme d'hyperpuissance. Ce n'est pas une question de vocabulaire. La réflexion porte sur la force et la faiblesse des Etats-Unis. On conviendra que la question est d'importance, non seulement pour l'analyse mais surtout au niveau d'une possible contre-offensive. On l'a déjà évoqué, la volonté hégémonique des Etats-Unis est réelle, elle s'appuie sur des moyens importants, principalement militaires et aussi, en lien, technologiques. Mais je pense que nous devons nous garder de toute vision démesurée de cette puissance. A ce

sujet, je dois dire que je suis assez séduit par l'analyse de Emmanuel Todd, dans son livre « Après l'empire ». Sans partager l'ensemble des idées qu'il présente dans cet ouvrage, je pense qu'il a raison lorsqu'il dit : « L'agressivité des Etats-Unis montre que l'Amérique n'est plus maîtresse du monde ». Sans doute, la puissance militaire est, à l'évidence, incontestable, bien qu'elle ne soit pas démontrée nécessairement par la victoire militaire à la Pyrrhus en Irak. Mais cette puissance est réelle. Elle tend même à se renforcer. En 2004, les dépenses militaires des Etats-Unis dépasseront celles de l'ensemble des autres pays de la planète (191 pays). Le budget prévu est de 400 milliards de dollars (hors interventions). Mais n'est-ce pas une fuite en avant ? Emmanuel Wellerstein, directeur senior de l'Université de Yale, explique cette orientation par deux raisons. La première dit-il c'est parce que les Etats-Unis peuvent se permettre, du moins actuellement, d'assurer le rôle de puissance impériale. La seconde, indique-t-il, c'est parce que, si, ils ne le font pas, ils se marginalisent de plus en plus. Ces dépenses pèsent inévitablement sur l'économie. On sait, qu'aux plans économique et social, Bush est, à juste titre, préoccupé pour sa réélection à la présidence, il a l'expérience de son père, lequel a chuté sur cette base. Quelques données rapides pour illustrer le propos. Les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde, 31% du PIB mondial. Le déficit est croissant depuis 1997, avec détérioration de la balance des paiements. Le chômage touche 6,4% de la population active, le dollar a perdu 26% de sa valeur face à l'euro, depuis 2000. De manière générale les Etats-Unis sont profondément dépendants de l'économie mondiale pour financer leur croissance.

Au plan politique et diplomatique, l'isolement subi aux Nations Unies lors de la crise irakienne n'est pas épisodique et il ne sera pas sans lendemain. On rappellera aussi que les Etats-Unis ne représentent que 5% de la population mondiale. A l'occasion de la guerre en Irak, la contestation de l'hégémonie américaine s'est ouverte avec comme noyau fondateur la France, l'Allemagne et la Russie.

Alors l'Europe ? L'Europe est-elle condamnée à s'aligner sur la vision américaine du monde et des relations internationales ? Ou simplement à contester sporadiquement au coup par coup ? Un stratège américain parle cyniquement de Lilliputiens tentant d'entraver Gulliver. En d'autres termes, l'Europe peut-elle s'accommoder des règles du jeu mondial, fixées par les Etats-Unis ? Ou bien, l'Europe peut-elle participer à fixer ces règles en définissant le sens et la visée de l'Union en construction ? Il convient, selon moi, de faire apparaître une personnalité européenne singulière, non seulement pour disposer d'une liberté d'action mais pour disposer d'une voix forte susceptible d'influencer les relations internationales. Alors l'Europe peut-elle s'unir dans cet esprit ?

Deux questions sont en débat, entre Américains et Européens. Le monde est-il plus dangereux après le 11 septembre ? Et quel rapport entre la force et le droit ? Pour les Etats-Unis, le monde est plus dangereux après le 11 septembre (un

consensus républicain et démocrates). Cela s'explique. Les attentats ont fait la preuve de la vulnérabilité américaine. Alors c'est le trinôme qu'il faut combattre, terrorisme, prolifération, dictatures. Il en découle l'alliance d'une puissance maximale et d'un messianisme démocratique radical.

Pour les Européens, au sein des Quinze, il y a un corpus de principe sur le respect du droit international, le primat de l'ONU, une priorité d'analyse rationnelle sur le Moyen Orient. Le recours à la force n'étant conçu qu'en dernier recours. A souligner que les Européens sont moins divisés sur l'analyse des menaces que sur le relationnel avec les Etats-Unis. Au fond, ce qui empêche une vision européenne du monde c'est en premier lieu la relation avec les USA. Pour certains Européens, tout vaut mieux qu'une crise avec les Etats-Unis. Si, même au Royaume-Uni il n'y a pas une vision identique à celle des Américains sur les risques et les menaces, la crainte du découplage est prépondérante.

Alors, comment concevoir l'identité de l'Europe ? Une Europe contrepoids ? Une Europe puissance ? J'ai lu récemment dans une étude : « L'esquisse d'un nouveau monde se dessine, dans lequel un second pôle de pouvoir peut être constitué, soit par une Union Européenne rassemblée, soit par la France, l'Allemagne et la Russie, dans une alliance inédite ». Les Européens rassemblés, l'alliance des trois, c'est selon moi souhaitable, mais pour quel objectif ? Est-ce pour être candidat à un deuxième pôle de domination ? Pour cogérer avec les Etats-Unis la domination du monde ? Aucun Etat ne sera enthousiaste à un autre candidat à la domination, fusse pour équilibrer celle des Etats-Unis. Dans cet esprit, convient-il de souligner que l'ambiguïté des relations de certains pays européens avec les Etats-Unis repose, pour une part non négligeable, sur la crainte de voir resurgir une hégémonie en Europe. Je pense qu'une identité européenne doit s'affirmer non pas pour rivaliser avec les Etats-Unis, mais pour promouvoir un monde multilatéral, promouvoir des coopérations très larges, au regard des enjeux de notre époque.

A ce stade de la réflexion, une question majeure est posée : l'Europe peut-elle, veut-elle être un véritable acteur international, un acteur volontaire et autonome, capable de faire face aux défis lancés par le monde d'aujourd'hui ? Je crois que l'Europe a, à résoudre un problème de définition. Elle a pour cela des atouts mais elle doit aussi surmonter des handicaps. Les atouts démographiques, à vingt-cinq, l'Union Européenne pèsera près de 500 millions d'habitants, mais aussi économiques, sociaux, culturels, atouts sur lesquels, si vous le souhaitez, on pourra revenir dans le débat. Il y a aussi sa diversité. L'Europe est une superposition de civilisations, de cultures, d'intérêts. La diversité est présentée souvent comme un handicap, au contraire, quant à moi, je risquerais l'idée d'un atout, d'une chance, dans une conjoncture internationale qui défie la notion de puissance. Ainsi l'Union Européenne n'est-elle pas bien placée pour constituer un socle sur lequel pourraient s'adosser l'Est et le Sud, la Russie, la Méditerranée, ce qui lui permet justement sa diversité ?

L'obstacle essentiel, c'est que les Européens n'ont pas de vision autonome, du moins collectivement au niveau des Etats, du monde à établir. Et là, c'est vrai, la vision américaine tend à prédominer et ça pèse. Ça pèse chez ceux qu'on baptise « atlantistes », autour du Royaume-Uni, avec l'Espagne, le Portugal, le Danemark, de pays de l'Europe de l'Est, du moins au niveau de leurs dirigeants. Mais ça pèse aussi chez les autres, pour la raison essentielle qu'il n'y a pas de vision européenne autonome claire. L'Union Européenne se fractionne déjà à quinze, et à fortiori à vingt-cinq, sur la question fondamentale du sens de son union, sur son rôle mondial et bien entendu en lien, sur ses rapports avec les Etats-Unis. Certes, la France et l'Allemagne, notamment, ont des ébauches de vision du monde. On peut, bien sur, les considérer comme le reflet d'ambitions de puissances, à vision néolibérale, mais on ne peut ignorer qu'elles s'inscrivent en contestation de l'hégémonie américaine et par la même contribuent à ouvrir la voie à d'autres perspectives. Ainsi, Dominique de Villepin, le 27 mars, devant l'Institut International d'Etudes Stratégiques de Londres, esquisse les contours d'un débat sur une vision possible de l'Europe sur le monde. « Nous avons changé de monde », dit-il, il poursuit « il s'agit de savoir, suivant quelles règles, nous souhaitons vivre ensemble ». S'agissant de la gestion des crises, il conteste plus loin l'usage prioritaire de la force et l'emploi préventif de cette force érigée en doctrine. Face à la complexité du monde, il trace trois exigences essentielles, unité, responsabilité, légitimité. Enfin, il valorise le rôle de l'Organisation des Nations Unies, garante du droit international.

De son côté, Joschka Fischer, dans une interview au journal « Le Monde » du 4 avril, souligne que la France et l'Allemagne ont une même vision stratégique de l'Europe et de son choix. Il précise : « Je ne peux pas m'imaginer qu'un monde de 7 à 8 milliards d'habitants puisse être organisé autrement que d'une manière multilatérale ». Ce sont, de mon avis, des réponses au défi unilatéraliste américain. Mais, il ne s'agit pas seulement de s'affirmer contre la vision des Etats-Unis, l'Europe doit être capable de se prendre elle-même en référence. Bien sur, parallèlement, des visions contraires se manifestent. Ainsi Tony Blair, dans un entretien au « Financial Time », déclare : « Toute vision d'un monde multipolaire est dangereuse et déstabilisante ». Ou bien encore, José Maria Aznar, dans « Le Monde » du 11 avril : « Il n'y a pas d'alternative aux Etats-Unis pour la sécurité du monde ». On a présenté le mini-sommet qui s'est tenu à Bruxelles, le 29 avril, à l'initiative du Belge Guy Verhofstadt, comme un prolongement des positionnements de la France et de l'Allemagne, auxquels se sont joints la Belgique et le Luxembourg. Ce mini-sommet, comme on le sait, concernait principalement la défense européenne. L'objectif affiché était d'aiguillonner quelque peu le chantier de l'Europe de la défense au moment où la Convention planche sur la réforme des institutions communautaires et que les conclusions s'approchent. On sait, cela a déjà été évoqué, que c'est un domaine où pour les Européens, l'opinion des Etats-Unis compte plus que dans les autres domaines. Il y a en cela des raisons historiques que l'on retrouvent dans

l'acceptation du leadership américain lors de la création de l'OTAN en 49, comme facteur d'équilibre, témoignant du souci de ne pas voir à nouveau prévaloir en Europe de nouvelles puissances. A cet égard, la participation du Luxembourg, le 29 avril à Bruxelles, est intéressante car on se souvient que le 1er avril, son Premier ministre, Jean-Claude Juncker, a réuni un mini-sommet regroupant sept Etats qu'il a appelé ironiquement « les sept nains de l'Union Européenne ». Ces pays ont déposé un texte à la Convention, tendant à sauvegarder les droits des petits pays de l'Union.

Parallèlement, les Etats-Unis sont soucieux de préserver l'OTAN, le rôle stratégique limité qu'ils entendent lui faire jouer, ne diminue en rien leur intérêt pour l'Organisation. Ils ont toujours été attentifs à ce qui pourrait desserrer les liens, voire à un découplage. On se souvient des mises en garde, des pressions permanentes exercées, concernant l'U.E.O. (duplication, discrimination, découplage). Ces pressions ont été permanentes, tant par l'administration Clinton que par l'administration Bush. En retour, les Européens se sont toujours efforcés de donner des gages, y compris lors de la récente réunion des quatre à Bruxelles. Comme l'a montré le sommet de l'OTAN à Prague, en 2000, les Etats-Unis entendent maintenir leur leadership sur l'Organisation, l'intégrer à leur conception stratégique, avec utilisation à la carte, spécialisation des Etats membres en fonction des moyens et spécificité militaire, élargissant la dimension géostratégique de l'Alliance, de la Baltique aux Balkans. L'installation de l'OTAN en Afghanistan représente la première mission de son histoire, hors Europe.

Quelques mots à ce stade de la réflexion, sur le processus lancé au sommet européen d'Helsinki, concernant une force de réaction rapide européenne autonome, laquelle d'après les prévisions devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année 2003. On sait les difficultés qui président à sa mise en place. Les Britanniques freinent, on est bien loin des illusions qu'avaient suscité la rencontre anglo-française de Saint-Malo en 1998. Il ne s'agit pas de conclure simplement au suivisme pavlovien de la Grande-Bretagne, ni à une nouvelle manœuvre de la perfide Albion, mais simplement de bien relire le texte de l'époque. De fait, il y avait une double lecture du principe d'autonomie, qu'on a simplifié pour la circonstance. D'où les problèmes qu'on semble découvrir aujourd'hui. Le processus est freiné, pas simplement du fait de la Grande-Bretagne, mais surtout parce que la mise en place de la force de réaction rapide s'est engagée, sans définition préalable d'un concept stratégique. Pourquoi cette force de réaction rapide ? Les missions de Petersberg certes, mais ces missions sont au demeurant très floues. Dans quel cadre géographique interviendrait cette force ? Elle serait mandatée par qui ? Par l'Union Européenne en auto-saisine ou par les Nations Unies ? Quels sont ses liens avec l'OTAN ? On a la curieuse impression qu'il a été décidé d'abord de la mettre en place, en laissant de côté pour les examiner après, ce qu'on allait faire de cette force. On a inversé le processus naturel. Curieux procédé, car tôt ou tard, on s'en est aperçu, les

questions de fond occupent nécessairement le devant de la scène. Par ailleurs, lors du sommet de l'OTAN à Prague, a été décidée, sur proposition américaine, la création d'une force de réaction rapide de l'OTAN, capable d'agir en tous points du globe, en appui aux forces américaines engagées dans des opérations de gestion des crises. Sans doute, des réserves, notamment françaises, ont été exprimées sur la complémentarité des deux forces et sur une éventuelle utilisation à titre d'action préventive. Il reste que la force de réaction rapide de l'OTAN a été créée et, en dépit des réserves exprimées, fait d'évidence directement concurrence à la force européenne. J'écoutais ce matin, lors d'un colloque organisé par l'IRIS, sur les relations transatlantiques, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, qui évoquait cette question. Elle a déclaré, non seulement ne voir aucune contradiction entre les deux forces, mais au contraire on a souligné la complémentarité. Non seulement elle ne m'a pas convaincu, mais elle m'a au contraire inquiété lorsqu'elle a précisé que l'OTAN se trouvait au cœur même de la défense européenne. On ne perçoit que la démarche des quatre, initiée à Bruxelles, est difficile et contradictoire. Les objectifs affichés sont de redonner un élan au projet lancé à Helsinki, qui a perdu au fil des ans son souffle, en jetant les bases d'une avant-garde. Redonner au projet les moyens potentiels de son autonomie par rapport à l'OTAN, tout en échappant à l'accusation de vouloir concurrencer l'OTAN. Pour cela créer un groupe pionnier avec une Europe de la défense à la carte, permettant maintenant aux plus ambitieux de le rejoindre et les autres par la suite. Les réactions britanniques, espagnoles, italiennes, ne se sont pas fait attendre, montrant toutes les difficultés de l'exercice, d'autant plus que les ambiguïtés sur les motivations, déjà évoquées, n'ont pas été levées. Quels est le concept stratégique de base ? Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union à Rhodes, les 2 et 3 mai, où soit dit en passant, personne n'a vraiment contesté le processus suggéré par les quatre, le Grec Papandréou, conscient du problème, a lancé l'idée de travailler à un concept stratégique de sécurité, une idée que les Belges ont essayé, vainement de faire prévaloir ces dernières années. Une proposition également formulée, lors de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale du 24 avril, par son président Jan Dirk Blaaui, en ces termes : « L'U.E. devrait élaborer, en réponse à la nouvelle stratégie des Etats-Unis, un concept sécuritaire et stratégique pour l'Europe et répondre à la question, à quoi doivent servir nos capacités militaire ? ». Quelle suite sera donnée à cette proposition ? A partir de cet examen, peut-être un peu long et trop exclusif de l'Europe de la défense, j'en reviens naturellement à cette question fondamentale ; l'Union Européenne peut-elle, veut-elle devenir un acteur volontaire et autonome au plan international ? Si oui, sur quelles bases ? Sur la base d'une P.E.S.C. commune ? Un tronc commun en politique étrangère pour vingt-cinq pays semble des plus difficile à envisager. L'unanimité ne semble pas réaliste, un noyau dur sera fort justement contesté. La démarche initiée par les quatre, qui, il faut le souligner,

ne concerne que la défense, est-elle une issue, souplesse dynamique, groupe pionnier ?

Quoi qu'il en soit, la question est de permettre aux Européens de trouver des points d'accord pour faire entendre leur voix et prendre des initiatives fortes. Comment y parvenir ? Au plan institutionnel, des décisions majeures sont projetées pour le devenir de l'Europe, l'élargissement de l'Union Européenne dont le Traité a été signé à Athènes le 26 avril, les référendums des pays candidats vont se succéder jusqu'en septembre, la réforme des institutions, dans la perspective d'un nouveau traité constitutionnel en 2004, lequel entrerait en vigueur en 2006. Une convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing prépare ce projet. Quelles sont les perspectives pour ce traité ? Les travaux de la Convention sont le reflet des contradictions, en particulier entre les petits et les grands Etats. Les petits craignent des réformes favorisant les grands Etats, les grands souhaitent la mise en place d'un noyau dur représentatif de leur influence. Alors on recherche le plus petit dénominateur commun. On tente d'amender les textes actuels. Mais s'agit-il d'amender, d'actualiser ou de refonder la construction européenne ? L'élargissement à vingt-cinq devrait permettre une refondation. Le président de l'U.E. en exercice, le Grec Costas Simitis, a posé les vraies questions : « A quelle Europe les nouveaux pays adhèrent », « Quelle Europe voulons-nous construire ensemble ? ». Question à ce sujet, « peut-on s'en remettre exclusivement aux rapports entre Etats ? ». Il apparaît assez clair qu'une réorientation de fond de la politique européenne ne pourra émaner de l'intérieur des présentes institutions, elle exige l'intervention des acteurs sociaux. D'ailleurs, les opinions exigent de plus en plus une citoyenneté pleine et entière. Alors, si on ne veut pas laisser les Etats seuls maîtres du jeu, comment investir ce champ d'une nouvelle construction européenne ? La crise irakienne a montré qu'une opinion publique européenne, internationale existe, elle a fait irruption, de manière sans précédent, dans l'histoire. L'ampleur des manifestations du 15 février contre la guerre projetée en Irak, contre l'hégémonie américaine, mais aussi sur le continent, pour un rôle plus actif de l'Europe, en a été une démonstration. A cet égard, les opinions ont montré qu'elles étaient plus consensuelles que les gouvernements. Les différents sondages d'opinion publiés ont confirmé cette poussée. En France et en Allemagne, contre la guerre, contre l'hégémonie américaine, l'intervention s'est trouvée en interaction avec les positions des gouvernements. Sans doute les réactions ne sont pas de même nature, nous ne sommes pas naïfs, derrière les positions des gouvernements il y a des intérêts de puissance, mais il reste que cette interaction a renforcé le mouvement populaire et réciproquement. En bref, on peut dire que si l'Europe des chefs d'Etat peine à s'affirmer, l'Europe citoyenne, elle, commence à prendre de la consistance. A ce niveau, nombre de commentateurs ont souligné qu'au plan européen, nous vivons un moment de clarification identitaire. L'élément commun, aux différentes opinions publiques européennes, qui a percé dans la dernière période, est qu'on ne peut laisser les

affaires du monde se régler par une seule puissance à fortiori unilatérale et que dans ces conditions, l'Europe ne doit pas être seulement un marché, mais un acteur international à part entière. A grandi aussi dans les esprits le rôle essentiel que peut et doit jouer l'ONU, organisation incontournable et pièce maîtresse dans les relations internationales.

Comment permettre à cette opinion d'investir le chantier de la construction européenne dans de nouvelles dimensions ? Les acteurs peuvent être divers. Les ONG ont un rôle important à jouer. Un espace citoyen européen s'est développé l'an passé à Florence, il est appelé, je pense, à se développer encore, notamment lors du Forum Européen Paris-Saint-Denis en novembre>. Certes, le processus engagé est encore embryonnaire et ce n'est pas toujours très simple. Il y a la recherche d'un projet, d'une visée, suivi de la recherche d'initiatives en vue d'alternatives à proposer, de construction de rassemblement à envisager. Le mouvement qui s'est manifesté lors de la crise irakienne contre la guerre, contre l'hégémonie américaine, n'est pas pour autant, comme parfois on a tendance à le présenter, dans sa masse anti-libéral. Il y a sans aucun doute, avec le courant inter-mondialiste des interactions, des liens transversaux, mais on doit se garder, je crois, de tout amalgame. La préparation des forums de discussion prévus le montre.

Pour conclure mon propos, qui bien que long, ne prétend nullement couvrir toute la problématique, je dirais que présentement se joue la vision d'un monde en transition, dans lequel une autonomie stratégique européenne est un enjeu important. Cette autonomie stratégique est partie intégrante d'une nouvelle Europe à construire et elle est selon moi absolument nécessaire. J'ai tenté de le montrer. J'ai évoqué aussi les obstacles dressés sur le chemin. Pour contourner ces obstacles et faire avancer le processus, nous avons besoin d'un partenariat interactif de toutes les forces susceptibles d'intervenir. Je pense que les forces existent, mais d'évidence le partenariat reste encore à construire.